



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mars 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2012
21-30 mai et 8 juin 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
d'organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Local Initiatives Program	2
2. Madre	3
3. Millennium Institute	5
4. Agence néerlandaise de coopération internationale au développement	7
5. Network Movement for Justice and Development	9
6. New Seminary	10
7. Non-Aligned Students and Youth Organization	12
8. Nord-Sud XXI	14
9. Norwegian Forum for Environment and Development.	15
10. Ordre de Saint-Jean	18
11. Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel	19
12. Organisation des capitales et villes islamiques	20
13. Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est (section thaïlandaise)	21
14. Pathfinder International	23
15. Parti radical transnational	25



1. Local Initiatives Program

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Local Initiatives Program soutient le programme de santé maternelle et infantile du Gouvernement du Bangladesh depuis 1987, en améliorant ses performances grâce au renforcement des capacités de gestion des gestionnaires du programme de niveau intermédiaire, des prestataires de services et des responsables communautaires grâce à des programmes de formation et d'assistance technique qui permettent de mettre en place un service de distribution décentralisé. L'organisation est née du projet dénommé Family Planning Management Training, ensuite renommé Family Planning Management Development programme, du Management Sciences for Health, de Boston, aux États-Unis. L'organisation a été lancée au Bangladesh en 1987 avec une aide financière de la United States Agency for International Development (Agence américaine pour le développement international) grâce à un projet global du Management Sciences for Health sous le nom de Family Planning Management Development, et il s'est développé jusqu'en août 1997. Quand le projet est arrivé à son terme, la United States Agency for International Development a cessé de le financer. Cependant, en raison des importantes contributions de l'organisation au programme national, le Gouvernement du Bangladesh et la United States Agency for International Development ont approché le Gouvernement japonais, à l'occasion d'une réunion de leur agenda commun, pour obtenir que l'organisation soit financée par le Japanese Debt Relief Grant Assistance-Counterpart Fund (fonds japonais de contrepartie pour l'allègement de la dette et l'octroi de subventions).

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'organisation sont l'augmentation de l'utilisation et de l'efficacité des contraceptifs, et en particulier des méthodes contraceptives médicalisées, afin de répondre aux besoins non satisfaits, de réduire les taux de décrochage scolaire, d'augmenter la couverture parmi les jeunes couples, les jeunes mariés et les non-utilisateurs âgés de 15 à 49 ans, de renforcer le système de santé maternelle et infantile de référence, de fournir des informations sur la prévention contre le VIH/sida grâce à des femmes bénévoles issues de la communauté dans des zones difficiles à atteindre, et de renforcer les capacités de gestion du personnel de terrain.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période concernée, on mentionnera parmi les contributions de l'organisation les activités suivantes :

- a) Assurer l'orientation des enfants vers les centres, les cliniques et les hôpitaux du Programme élargi de vaccination pour la vaccination;
- b) Assurer l'orientation des femmes enceintes vers les centres de protection familiale, les cliniques et les hôpitaux pour des soins prénatals;
- c) Assurer l'orientation des mères vers les centres de protection familiale, les cliniques et les hôpitaux pour des soins postnatals;

- d) L'organisation de réunions de groupe par des bénévoles et des salariés pour que les femmes participent à des activités d'édification de la nation;
- e) Réalisation par des salariés et des bénévoles de réunions de sensibilisation sur le VIH/sida.

Participation à des réunions des Nations Unies

Au cours de la période concernée, l'organisation a participé à des événements et à des programmes pour marquer la Journée mondiale de la santé, la Journée mondiale de la population, la Journée mondiale de la vaccination, la Journée de l'allaitement et la Fête des mères.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Au cours de la période concernée, l'organisation a travaillé à la prévention contre le VIH/sida, en augmentant le nombre de ses activités visant à changer les comportements ainsi que ses interventions pour la promotion de la santé destinées aux comportements à risque et aux groupes vulnérables, notamment les travailleurs du sexe; elle a élargi les activités de plaidoyer et de sensibilisation parmi la population en général au travers des agences multisectorielles, assuré la promotion de l'acceptabilité sociale de l'utilisation du préservatif et assuré son approvisionnement adéquat, réduit la discrimination à l'encontre des personnes contaminées par le VIH ou les groupes impliqués dans les comportements à haut risque, grâce à une sensibilisation, à des politiques et des mesures appropriées.

2. Madre

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

Madre est une organisation internationale pour les droits de la femme, qui travaille avec des groupes locaux de femmes à travers le monde. Le siège de l'organisation se trouve à New York, mais elle travaille avec des organisations partenaires en Afghanistan, en Colombie, au Guatemala, en Haïti, en Iraq, au Kenya, au Mexique, au Nicaragua, en Palestine, au Panama, au Pérou et au Soudan.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation œuvre pour un monde dans lequel tout le monde pourrait bénéficier du plus large éventail de droits fondamentaux individuels et collectifs, dans lequel les ressources sont partagées équitablement et de manière durable, dans lequel les femmes participent effectivement dans tous les aspects de la société, et dans lequel les personnes ont leur mot à dire en ce qui concerne les politiques qui ont une incidence sur leurs propres vies. Pour atteindre ces objectifs, l'organisation travaille avec des organisations locales de femmes à travers le monde sur des projets qui touchent à la santé procréative, à la justice économique et environnementale, à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et à la construction de la paix. Tous ces projets incluent quatre stratégies pour apporter aux femmes un réel changement afin de répondre à leurs besoins immédiats, créer des partenariats pour un

changement social, prôner les droits de l'homme et éduquer la population. En écoutant les femmes au niveau local, qui sont celles qui connaissent le mieux les défis qu'elles doivent surmonter, l'organisation apporte un soutien et des formations visant à améliorer les communautés dans lesquelles elles vivent.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2007 et 2010, les agendas du développement du Conseil économique et social et des Nations Unies en général prévoyaient d'œuvrer pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, un engagement en faveur de la santé publique mondiale, la construction de la paix mondiale, le développement durable, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

L'organisation a travaillé avec des organisations locales de femmes à travers le monde sur des projets qui s'efforcent d'atteindre ces objectifs, notamment en luttant contre les violences sexuelles dans les camps de déplacés en Haïti, en apportant un soutien et des formations aux femmes agricultrices autochtones au Nicaragua et au Soudan, en offrant des conseils et une thérapie par l'art aux enfants soldats de Colombie, en favorisant l'autonomisation des femmes pour défendre leurs droits en Afghanistan, en Iraq et au Guatemala. Étant donné que ces projets sont actuellement en cours, il est difficile de souligner les principales activités réalisées dans le cadre de l'agenda.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2010, l'organisation et une coalition d'organisations colombiennes pour les droits de l'homme ont produit un rapport alternatif sur la Colombie qui a été présenté devant le Comité des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), à Genève le 15 juillet.

En 2010 également, l'organisation a coparrainé une manifestation parallèle sur des stratégies comparatives pour mettre un terme à la violence à l'égard des femmes, qui s'est tenue le 3 mars pendant la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme.

En 2009, des représentants de l'organisation et son organisation sœur au Kenya, Indigenous Information Network, ont participé à la vingt-cinquième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui s'est tenue à Nairobi du 16 au 20 février.

En 2008, l'organisation a coparrainé une manifestation parallèle pendant la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, pour marquer le lancement de la campagne mondiale de réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes.

En 2007, l'organisation a participé à la treizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Bali en décembre. Également au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation et ses partenaires ont participé à des manifestations lors des sessions annuelles de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a organisé des réunions d'information informelles et présenté des témoignages sur les tendances et les sujets liés à la situation des droits de l'homme dans différents États Membres à divers organismes des Nations Unies, notamment le Comité des droits de l'homme, le Comité contre la torture, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité des droits de l'enfant, ainsi que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à répondre à l'objectif 1 en offrant à plus de 4 000 femmes agricultrices au Soudan des outils et la formation dont elles ont besoin pour soutenir leurs communautés. L'organisation a contribué à répondre aux objectifs 2 et 3 en offrant à plus de 600 jeunes filles un enseignement et un espace à l'abri des mutilations génitales féminines et le mariage forcé d'enfants à la Kilgoris Girls' School au Kenya. L'organisation a contribué à répondre à l'objectif 4 en travaillant avec des femmes autochtones Emayian Massai au Kenya pour mettre en place des systèmes de purification d'eau pour approvisionner des centaines d'enfants en eau potable, diminuant ainsi de manière importante le nombre de morts causées par de l'eau potable contaminée. L'organisation a contribué à atteindre l'objectif 5 en travaillant avec l'organisation Midwives for Peace en Palestine pour assurer à plus de 700 femmes un accès à des accouchements sans risques. L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif 6 en travaillant avec le Indigenous Information Network au Kenya, en offrant une éducation en matière de VIH/sida à des milliers de femmes et à leurs familles dans huit communautés kényannes. L'organisation a contribué à atteindre l'objectif 7 en travaillant avec des groupes de femmes au niveau local au Guatemala, au Nicaragua, au Panama et au Soudan pour protéger leur environnement et améliorer la vie au sein de leurs communautés.

3. Millennium Institute

Statut consultatif spécial octroyé en 2003

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies au travers de la mise en œuvre de ses objectifs essentiels pour autonomiser les pays afin qu'ils mènent leur propre agenda de développement en fournissant des modèles macroéconomiques dynamiques qui soutiennent l'analyse intégrée et globale de scénarios liés aux défis du développement, comme la réduction de la pauvreté, la croissance économique, les changements climatiques et le réchauffement planétaire, ainsi que la consolidation de la paix dans les régions sortant d'un conflit. Les principales activités réalisées dans ce domaine sont détaillées ci-dessous.

Le modèle de planification macroéconomique de l'organisation a été davantage amélioré pour soutenir le contrôle et l'évaluation des progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Vingt-quatre indicateurs sont à présent mis en œuvre dans ce modèle, permettant aux pays de réaliser eux-mêmes ces analyses ainsi que l'évaluation des politiques et des

stratégies les plus efficaces pour réaliser les objectifs et estimer les investissements nécessaires pour y parvenir.

Le modèle de planification macroéconomique a également été amélioré pour y inclure l'analyse de risques et des impacts des changements climatiques sur les secteurs les plus importants de l'économie. Ceci permettra aux pays de mieux comprendre tous les effets des différents aspects des changements climatiques et de formuler des politiques d'adaptation et d'atténuation plus cohérentes qui encouragent le développement durable, l'éradication de la pauvreté et l'augmentation du bien-être des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2010, des représentants de l'organisation ont participé, par l'intermédiaire de diffusions en direct sur le Web, à des réunions et à des conférences en matière d'agriculture et de pauvreté, de migration et de développement, de changements climatiques et de développement, de sécurité alimentaire et de réalisation des objectifs. Ils ont aussi participé à la dix-huitième session de la Commission du développement durable, qui s'est tenue à New York du 3 au 14 mai. En 2009, des représentants ont participé à des réunions et à des conférences à New York ayant trait à la paix et à la sécurité et au financement en faveur du développement, ainsi qu'à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Copenhague. En 2007, des représentants ont participé à l'atelier sur la modélisation macroéconomique pour une planification basée sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui s'est tenu à Lusaka.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a fourni une assistance technique au PNUE dans le cadre de la préparation de son rapport de 2010 intitulé « *Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication* » (« *Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté* »). L'organisation a également apporté une assistance technique à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les thèmes de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en 2010. L'organisation a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des organisations de la société civile au Kenya, au Sénégal et au Swaziland dans de nombreux ateliers de formation sur la planification du développement intégré et l'atténuation et l'adaptation des changements climatiques, destinés aux fonctionnaires des ministères de la planification, des finances et de l'environnement. Les ateliers se sont déroulés en août 2008, juin 2009, février 2010, juin 2010 et novembre 2010.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a œuvré en partenariat avec des organisations à Zurich et à Nairobi pour développer des modèles de gestion du paludisme qui pourraient être utilisés pour développer des politiques et des programmes pour lutter contre le paludisme au Kenya. Elle a développé des modèles macroéconomiques pour le Mali, le Sénégal et le Swaziland pour soutenir l'analyse de politiques et de stratégies

permettant d'atteindre un développement humain durable, en particulier en ce qui concerne les OMD.

4. Agence néerlandaise de coopération internationale au développement

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

L'Agence néerlandaise de coopération internationale au développement œuvre depuis 1956 pour sa mission qui est d'atteindre un monde juste et sans pauvreté. Dans sa lutte contre l'injustice, l'organisation est guidée par la solidarité avec les femmes, les hommes et les enfants qui vivent dans la pauvreté et sont négligés par les structures du pouvoir national et international actuelles. Depuis 1996 l'organisation fait partie de la confédération Oxfam, avec laquelle elle partage un plan stratégique et collabore de manière intensive. De plus, l'organisation coopère avec des organisations partenaires dans les pays pauvres et aux niveaux régional et global.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a adopté une démarche axée sur les droits fondamentaux. Ses membres estiment que chaque être humain dispose de droits fondamentaux et inaliénables, et organise des programmes au sujet du droit aux ressources pour des moyens de subsistance durables, le droit à des services sociaux de base, le droit à la vie et à la sécurité, le droit à la participation sociale et politique et le droit à une identité.

Changements significatifs dans l'organisation

Au cours des quatre dernières années, l'organisation a accordé une plus grande attention aux personnes désavantagées, pour faire valoir leurs droits. Elle s'est davantage centrée sur le lobbying et la réalisation de campagnes, et s'est spécialisée encore plus dans la coopération avec les entreprises, leur demandant de rendre des comptes si nécessaire.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation et ses partenaires ont fait pression avec succès et ont coopéré avec la Campagne mondiale des Nations Unies pour la réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes en vue de la création de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-femmes).

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2007, l'organisation a été représentée à la treizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Bali en décembre.

En 2008, l'organisation a été représentée aux ateliers liés à la Convention-cadre, qui se sont tenus à Bonn en juin, ainsi qu'à la douzième session de la

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui s'est tenue à Accra en avril, et à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, qui s'est tenue à Rome en juin.

En 2009, l'organisation a été représentée à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Copenhague en décembre, ainsi qu'à des ateliers relatifs à la Convention-cadre, à Bangkok, et à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme qui s'est tenue à New York en mars. En 2010, un représentant de l'organisation a participé en tant qu'observateur à la vingt-deuxième session du Comité de l'agriculture de la FAO qui s'est tenue à Rome en juin. L'organisation a également été représentée à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue à New York en mars.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. L'organisation a financé des organisations partenaires engagées en faveur du droit à la terre, du commerce équitable, des moyens de subsistance durables, de la sécurité alimentaire et de revenus, des droits du travail et du microfinancement. Avec Oxfam International, l'organisation a mené une campagne sur la justice économique. En 2009, l'organisation a décidé de réaliser des investissements supplémentaires en matière de sécurité alimentaire, en coopération avec des partenaires existants.

Objectif 2. L'organisation a financé les activités des organisations partenaires pour plus d'éducation et une meilleure éducation, pour la formation des femmes enseignantes, pour de meilleures méthodes d'enseignement et de meilleurs programmes, en impliquant les parents et les professeurs pour améliorer l'enseignement et en veillant au respect des lois et règlements. L'organisation a également plaidé et fait campagne en faveur de l'enseignement.

Objectif 3. L'organisation a soutenu ses partenaires pour réaliser des analyses sur la problématique hommes-femmes et intégrer des démarches soucieuses d'égalité entre les sexes dans leur travail. Elle a également soutenu des partenaires qui œuvrent en faveur du développement de la transformation du leadership féminin, ainsi que des hommes et des femmes qui prennent position pour l'égalité des droits, en finançant par exemple un programme pour mettre un terme à la violence à l'égard des femmes. L'organisation a continué à travailler sur des programmes visant à fournir un accès aux préservatifs féminins, à intégrer une démarche antisexiste et à promouvoir le leadership féminin. En même temps, l'organisation a développé un manuel pour soutenir les organisations non gouvernementales (ONG) dans leurs compétences d'auto-évaluation et d'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes. En 2010, l'organisation a organisé un atelier sur les changements les plus significatifs, et notamment l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes et l'apprentissage.

Objectifs 4, 5 et 6. L'organisation a financé des partenaires qui soutiennent les personnes qui vivent avec le VIH et travaillent sur la sensibilisation au VIH, la démarche soucieuse du VIH, le contrôle et la préparation de budgets à ce sujet, la distribution de préservatifs féminins et autres services en matière de sexualité ou de soins de santé procréative, y compris les politiques adaptées sur les lieux de travail en matière de VIH. En 2010, l'organisation et Stop AIDS Now! ont participé à la

campagne qui s'est déroulée en même temps que la coupe du monde de football en Afrique du Sud.

Objectifs 8 et 9. L'organisation a participé à de nombreux partenariats de longue durée avec de nombreuses autres ONG.

5. Network Movement for Justice And Development

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Le Network Movement for Justice and Development est une organisation nationale non gouvernementale de défense nationale de la société civile et des droits de l'homme. Elle a été créée en 1988 à Kenema, en Sierra Leone orientale, et elle agit dans tout le pays, mais elle n'est présente physiquement que dans les districts de Bo et de Pujehun dans le sud, de Kenema et de Kono à l'est, de Bombali au nord et dans la région rurale du district occidental (Western Rural Area District) à l'ouest.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a : a) formé et soutenu des assistants parajuridiques à promouvoir la paix et la culture des droits de l'homme; b) organisé et facilité des formations en matière d'égalité des sexes pour des groupes de la société civile afin de leur permettre de mettre en place une approche axée sur l'égalité des sexes sur leur lieu de travail; c) mobilisé des groupes de citoyens pour promouvoir la révision et la formulation de politiques visant à répondre aux aspirations de la population; d) facilité et soutenu la formation et des opérations de groupes de citoyens indépendants pour surveiller les systèmes de prestations de services publics dans le pays; e) commandité de la recherche orientée vers l'action et des études de cas dans des domaines essentiels pour les moyens de subsistance des populations, comme l'utilisation et l'impact du Fonds communautaire de développement de la zone diamantifère; f) facilité et soutenu, en collaboration avec un réseau de radios communautaires, la mise en place et des opérations de stations de radios communautaires à travers le pays, g) simplifié et popularisé les droits de l'homme tels qu'énoncés par le Conseil économique et social dans le cadre des communautés opérationnelles de l'organisation.

Participation à des réunions des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a : a) participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue à New York du 25 février au 7 mars 2008; b) participé à l'atelier de renforcement des capacités en matière de défense, contrôle et rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels en Sierra Leone, réalisé par le PNUD et des organisations de la société civile en Sierra Leone, du 22 au 26 septembre 2008; c) participé à la consultation pour la société civile en matière de principes directeurs pour la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies, qui s'est tenue à Genève les 11 et 12 octobre 2010; d) participé à la formation en matière de droits pour les

organisations de la société civile, organisée par le Conseil économique et social à Kenema du 2 au 4 août 2010; e) participé au vingt-sixième forum sur les droits de l'homme, l'état de droit et les questions de développement, organisé par le PNUD et des organisations de la société civile à Freetown le 3 juin 2010; f) participé à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, qui s'est tenue à New York en septembre 2010.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

En collaboration avec d'autres organisations de la société civile en Sierra Leone, l'organisation a collecté et présenté au Bureau des Nations Unies en Sierra Leone la somme de 420 dollars destinés à soulager les souffrances des victimes du séisme qui a touché Haïti en 2010. Avec le soutien du bureau du PNUD en Sierra Leone, l'organisation a mis en œuvre un projet contre la violence sexuelle et sexiste dans le district de Kono entre 2009 et 2010. Avec le soutien du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'organisation a mis en œuvre le même projet pour les réfugiés du Libéria et les communautés qui les accueillent dans les régions du sud et de l'est de la Sierra Leone, afin de promouvoir la paix, la réconciliation et les droits de l'homme. L'organisation, sous l'égide de l'action mondiale contre la pauvreté – Sierra Leone, a organisé des activités et des événements depuis 2007 pour marquer le mois de la mobilisation au niveau mondial, pendant les mois de septembre et octobre.

6. New Seminary

Statut consultatif spécial octroyé en 2003

Introduction

New Seminary est une organisation sans but lucratif constituée selon les lignes directrices du Conseil d'administration de l'Université de New York, avec le Ministère de l'éducation de l'État de New York. Elle est autorisée à conférer le titre de ministre à ses diplômés. Depuis sa création, elle a formé et ordonné près de 3 000 ministres interconfessionnels.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'engage à aider les individus et les communautés à approfondir leur compréhension non seulement de leur propre confession, et à leur rendre hommage, mais également de celles des autres.

Les objectifs essentiels de l'organisation sont :

- a) Ordonner et former des ministres interconfessionnels pour servir d'agents et de messagers de la paix, de la tolérance et de la compréhension dans le monde;
- b) Promouvoir l'éducation interconfessionnelle comme moyen de résoudre les conflits mondiaux et d'alimenter la tolérance et l'entente entre toutes les confessions religieuses et toutes les traditions culturelles;
- c) Parrainer et participer à des programmes, au niveau des communautés locales et en tant qu'ONG, axés sur les valeurs morales communes et les

préoccupations communautaires partagées par la plupart des confessions et traditions culturelles;

d) Aider à la création d'un environnement dans lequel tous seraient libres d'exprimer leur foi et leurs traditions culturelles, sans peur, sans danger et sans être jugés.

Changements significatifs de l'organisation

L'organisation dispose d'un nouveau conseil de direction et d'une nouvelle équipe, ce qui aura des répercussions sur sa mission et ses programmes. Par exemple, le nouveau représentant principal auprès des Nations Unies dispose d'un mandat pour parrainer et participer à un plus grand nombre de programmes qui ont un lien direct avec la mission et les objectifs de l'organisation et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'objectif à long terme de l'organisation est d'offrir le service de ses aumôniers pour apporter de l'aide à d'autres agences internationales et ONG dans leurs actions de secours d'urgence.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies en formant et en ordonnant des ministres chaque année en tant que messagers et agents assurant la promotion d'une approche interconfessionnelle comme outil pour résoudre les conflits mondiaux et favoriser l'égalité et l'harmonie. En outre, elle a participé à des programmes et aux efforts de l'ONG dénommée Committee on Spiritual Values and Global Concerns. De nombreux membres du personnel de l'organisation, des étudiants et des anciens élèves ont assuré des méditations et des présentations pendant la semaine de la spiritualité, qui se tient chaque année au mois d'octobre au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme en 2007, au cours de laquelle elle a parrainé une manifestation intitulée « The sacred women's circle ». Des femmes du monde entier ont participé et ont fait part de leurs espoirs et leurs prières pour être libres d'exprimer leur foi et leurs traditions culturelles sans peur, sans danger et sans être jugées.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a offert les services de ses étudiants, membres du personnel et anciens élèves pour servir comme bénévoles auprès de la communauté des Nations Unies en général afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation assure la promotion de l'égalité des sexes au niveau mondial et appelle à l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim dans le monde. Le 22 février 2010, l'organisation a été l'un des groupes organisateurs d'une veillée de prière pour Haïti au Church Center for the United Nations, à laquelle ont assisté le Représentant permanent d'Haïti, l'aumônier du Church Center for the United

Nations et des membres de l'Église de Dieu d'Haïti, pour offrir des prières et des suppliques pour le rétablissement rapide d'Haïti, de sa population et des employés des Nations Unies et des autres travailleurs qui participent aux opérations de secours dans ce pays.

7. Non-Aligned Students and Youth Organization

Statut consultatif spécial octroyé en 2003

Introduction

Les activités principales de l'organisation se concentrent sur l'éradication de la pauvreté, la lutte contre la corruption, la sécurité alimentaire, l'agriculture, l'environnement, le développement rural, les réformes agraires, l'éducation, la paix, la sécurité et le désarmement, l'égalité des sexes, la santé publique physique et psychologique, la sensibilisation et la prévention contre le VIH/sida, la gestion de l'eau, la démocratie et la bonne gouvernance, le sport, la culture, les femmes, les enfants, les étudiants, les jeunes, les personnes âgées, la promotion économique, le tourisme et les échanges, les médias, l'allègement de la dette et tout autre sujet lié aux programmes et priorités des Nations Unies ainsi qu'aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont :

- a) Promouvoir et diffuser les objectifs et les idéaux des Nations Unies;
- b) Promouvoir les buts et les objectifs du Mouvement des pays non alignés;
- c) Organiser des réunions et préparer des conférences sur des thèmes liés au système des Nations Unies et au Mouvement des pays non alignés;
- d) Militer activement pour les droits de l'homme;
- e) Promouvoir, au niveau national et international, la paix, l'entente, la solidarité et la coopération parmi les peuples à travers le monde sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;
- f) Promouvoir le développement social et durable;
- g) Informer ses membres et les autres individus sur les Nations Unies et ses agences spécialisées et sur le Mouvement des pays non alignés;
- h) Respecter et célébrer les principaux événements et réalisations internationaux des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés;
- i) Organiser des conférences, symposiums, séminaires, ateliers et forums sur des sujets d'importance cruciale et liés aux Nations Unies et au Mouvement des pays non alignés;
- j) Lancer des campagnes de sensibilisation portant sur les abus sexuels et la toxicomanie, la population, l'éducation, la sensibilisation et la prévention contre le VIH/sida, la maltraitance des femmes et des enfants;

k) Faire connaître et lutter par tous les moyens légaux et pacifiques contre toutes les formes d'oppression, brimades, discriminations et abus de toutes sortes de droits sur la base de la religion, de la classe sociale, des appartenances politiques, du sexe, de l'âge ou de toute autre raison.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, l'organisation a été représentée lors des événements organisés à Port-Louis pour marquer la Journée internationale de la femme, la Journée mondiale de la santé, la Journée internationale des familles, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale de la population, la Journée internationale de la jeunesse, le Journée des Nations Unies et la Journée internationale de la tolérance. Elle a également été représentée lors des manifestations qui se sont déroulées à Pamplemousses, Maurice, pour marquer la Journée mondiale de la lutte contre le sida, la Journée mondiale des droits de l'homme et la journée en l'honneur du Mouvement des pays non alignés.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a pris part à des manifestations pour marquer la Journée internationale de la femme, la Journée mondiale de l'eau, la Journée de sensibilisation à l'environnement et la Journée internationale de la Terre nourricière. Elle a également participé à un symposium sur les effets du tabac et à un atelier organisé pour marquer la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues. L'organisation a participé à une célébration pour marquer la Journée mondiale de la jeunesse sur le thème de la réduction de la pauvreté et à une conférence pour marquer la Journée mondiale de l'habitat. Elle a également participé à une célébration pour marquer la Journée mondiale des Nations Unies et à une campagne de sensibilisation sur le diabète. L'organisation a participé à un séminaire pour marquer la Journée mondiale de l'enfance, à une campagne de sensibilisation sur le VIH/sida et à une conférence sur les efforts contre la corruption et pour la protection des droits de l'homme.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a pris part à des événements pour marquer la Journée mondiale du cancer, la Journée internationale de la femme et la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme. Elle a participé à un atelier sur l'environnement, à un séminaire sur la toxicomanie et à un atelier sur le développement des enfants en zone rurale.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris part à un séminaire sur l'environnement, à un atelier sur les adolescents et le fossé de la communication, et à un événement pour marquer la journée internationale de la paix. Elle a également marqué le soixante-cinquième anniversaire de la création des Nations Unies, au London College (Maurice). Le Secrétaire général de l'organisation a participé à un atelier sur le Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenu à Bandung, en Indonésie, en octobre 2010. L'organisation a également pris part à un événement pour marquer la Journée mondiale de l'enfance au Centre Indira Gandhi pour les femmes, à Rivière du Rempart (Maurice).

Le directeur de la santé de l'organisation a donné une conférence de sensibilisation sur les grossesses précoces, la ménopause, la mauvaise santé et ses effets sociaux au centre communautaire de santé à Grand River South East (Maurice). L'organisation a également été représentée par son directeur de communication à la onzième Conférence des présidents de cours suprêmes du monde et Symposium mondial sur la prise de conscience planétaire, à Lucknow (Inde), du 8 au 14 décembre 2010.

8. Nord-Sud XXI

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

Nord-Sud XXI est une organisation non gouvernementale (ONG) de droit suisse dont le siège est à Genève. Elle est née en 1989 de la rencontre de militants et d'intellectuels originaires d'Afrique, des Amériques et d'Europe occidentale, partageant la vision d'une lutte contre l'inégalité, l'injustice et la misère partout dans le monde au XXI^e siècle. Parmi les membres fondateurs de l'organisation on retrouve son actuel président Ahmed Ben Bella, le premier président de l'Algérie, et Nelson Mandela, le premier président postapartheid d'Afrique du Sud.

L'organisation œuvre pour la promotion des droits de l'homme, la justice sociale, l'égalité et la non-discrimination. Elle accorde un intérêt particulier aux politiques sociales et de développement. Ses objectifs stratégiques sont de contribuer à la promotion des droits de l'homme et aux libertés fondamentales ainsi qu'au développement socioéconomique au travers de la compréhension et de la coopération interculturelles. À cette fin, ses stratégies sont fondées sur les principes de la justice sociale et du droit international en matière de droits de l'homme, en accordant une attention particulière aux besoins et aux préoccupations des individus et des groupes les plus vulnérables, en particulier dans les pays en développement du Sud.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation est guidée par les principes, les objectifs et les valeurs inscrits dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les pactes des Nations Unies relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels et leurs protocoles facultatifs. Ses actions sont fondées sur les résolutions de l'Assemblée générale et les dispositions de la Charte des Nations Unies, ainsi que sur les déclarations des institutions régionales et nationales des droits de l'homme dans les pays du Nord et du Sud. Elle fournit une plateforme pour la réflexion conjointe Nord-Sud sur les questions portant sur les difficultés présentes et à venir du monde au vingt et unième siècle et le désir d'agir ensemble au bénéfice des populations, en particulier celles en grande nécessité, les plus discriminées et les plus oubliées, au-delà de toute frontière des systèmes politiques et des contextes culturels.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation s'efforce de réaliser ses objectifs en présentant des interventions orales et écrites dans des forums spécialisés, des conférences et des consultations avec les Nations Unies, principalement le Conseil économique et social et le Conseil des droits de l'homme et ses organes subsidiaires. Elle offre des avis et des études aux organismes des Nations Unies et aux organismes régionaux concernés par la promotion et la protection des droits de l'homme, le développement et les problèmes environnementaux. L'organisation prend également des initiatives pour organiser des manifestations par elle-même et avec d'autres partenaires, notamment des organes de l'Organisation des Nations Unies.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation bénéficie d'un statut d'observateur auprès de l'Organisation internationale du Travail. Elle a également participé aux activités des organismes permanents de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Conseil exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Comité exécutif du HCR et le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Elle a également coopéré avec le PNUD et elle est enregistrée auprès du Département de l'information. Elle coopère en particulier avec les États membres du Groupe des 77, le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la coopération islamique.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation attache une importance particulière à la composante des droits de l'homme des OMD et, dans ce but, elle a exercé une pression active auprès des États et des groupes sociaux de la société civile pour influencer le processus de prise de décision. Elle a également participé à un certain nombre d'activités de sensibilisation.

9. Norwegian Forum for Environment and Development

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Le Norwegian Forum for Environment and Development est un laboratoire d'idées conjoint pour 54 organisations norvégiennes actives dans le domaine de l'environnement, du développement, des droits de l'homme et de la paix. L'étroite collaboration de l'organisation avec un nombre de réseaux internationaux et des partenaires du Sud a eu comme résultat d'accroître son influence politique au travers d'activités conjointes de lobbying dans les forums internationaux.

Les activités de l'organisation couvrent les huit domaines thématiques les plus essentiels pour le développement et l'environnement : les changements climatiques, le commerce international, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et l'assainissement, les conflits, la paix et la sécurité pour les êtres humains, les

systèmes financiers et la responsabilité sociale des entreprises ainsi que la réforme d'aide.

Buts et objectifs de l'organisation

La vision de l'organisation est celle d'un monde démocratique et pacifique, basé sur l'égalité, la solidarité, les droits de l'homme et la durabilité écologique.

L'organisation est un laboratoire d'idées pour des organisations actives en matière d'environnement, de développement, de droits de l'homme et de paix, et cherche à influencer les politiques grâce à un travail de plaidoyer coordonné.

Les objectifs de l'organisation sont a) faciliter l'édification de positions politiques conjointes sur des thèmes relatifs à l'environnement et au développement international et à la paix; b) être un centre de compétences pour le lobbying politique; c) remplir des fonctions d'orientation des politiques sur les questions prioritaires; et d) être un lieu de rencontre central pour des organisations qui travaillent en faveur de la paix, de l'environnement et du développement.

Les membres de l'organisation appliquent différentes méthodes de travail afin de : a) coordonner le lobbying politique; b) promouvoir des perspectives pour des politiques de développement de la société civile dans le monde du Sud; c) élever le niveau des connaissances spécialisées dans l'organisation et les organisations partenaires; d) échanger des connaissances et produire des débats; e) présenter des points de vue basés sur des faits établis de manière professionnelle et biens fondés; f) définir le cadre, la direction et les objectifs de ses activités; et g) travailler en étroite collaboration dans le cadre du développement de politiques et du lobbying politique pour réaliser les objectifs des différents programmes. Un dialogue sûr et ouvert existe entre les membres de l'organisation.

Changements significatifs dans l'organisation

Au cours des dernières années, l'organisation est devenue davantage un laboratoire d'idées politique plutôt qu'une organisation orientée vers les procédés. Ceci implique qu'elle a acquis une plus grande influence politique tant en Norvège que dans les forums internationaux et en tant que membre de coalitions internationales d'ONG, telles que Contrôlez les armes et OECD Watch.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a suivi la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Copenhague, ainsi qu'aux négociations sur le climat. Des représentants de l'organisation ont fait partie de la délégation norvégienne présente lors de ces rencontres. L'organisation a coordonné et parrainé un groupe d'ONG norvégiennes et un nombre de représentants du Sud pour participer à la session mentionnée ci-dessus. Elle a plaidé pour une plus grande action en faveur du climat et pour des réductions au niveau national dans des pays historiquement responsables des changements climatiques, et pour augmenter l'appui financier pour l'adaptation. Elle s'est également centrée sur la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, l'augmentation du transfert de technologie et appelle à la prudence au sujet des effets du mécanisme pour un développement propre et contre le piégeage du carbone. L'organisation a fait partie de la délégation norvégienne qui s'est rendue à

la dix-septième session de la Commission du développement social, où elle a souligné l'importance de fournir un soutien substantiel à l'agriculture durable et les besoins spécifiques des zones arides, avec un accent particulier sur l'Afrique subsaharienne. Des membres de l'organisation ont pris part, comme membres de la délégation de Norvège, à une rencontre des Conseils gouvernementaux du PNUE, qui s'est tenue à Nairobi en février 2009. Lors de cette rencontre, l'organisation a souligné le rôle de la jeunesse et sa participation dans la gestion internationale de l'environnement. L'organisation a fait partie de la délégation norvégienne à la Conférence internationale sur le financement du développement du Département des affaires économiques et sociales, qui s'est déroulée à New York, et au cours de laquelle, à la lumière de la crise financière, elle a plaidé pour une réforme financière et une nouvelle architecture financière. L'organisation a été également représentée à la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods qui s'est tenue à New York. Des membres de l'organisation ont participé en tant qu'observateurs à une réunion du Groupe de travail à composition non limitée pour un traité sur le commerce des armes, à New York, et à une réunion du premier Comité de l'Assemblée générale, en octobre 2009. En étroite collaboration avec Contrôlez les armes, l'organisation a attiré l'attention sur le coût humain que représentent les transferts d'armes irresponsables. Elle a également contribué à un document d'information d'Oxfam intitulé « L'inaction tue », lancé lors d'une manifestation parallèle des Nations Unies. L'organisation a fait partie de la délégation norvégienne au Sommet mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire, à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et à la trente-cinquième conférence du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, à Rome. L'organisation a continué son plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation et du renforcement des efforts coordonnés au niveau mondial pour la sécurité alimentaire au travers du Comité, et pour un soutien accru en faveur d'une agriculture durable. Elle a également participé au lancement du dispositif mondial pour éradiquer la faim, et soutenu la participation d'ONG du Sud au Sommet mondial.

L'organisation a participé au cinquième Forum mondial de l'eau, à Istanbul (Turquie), et plaidé pour qu'une réunion de haut niveau sur l'accès à l'eau et l'assainissement soit organisée par les Nations Unies.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Après le processus d'examen des objectifs du Millénaire, l'organisation a exprimé ses préoccupations au sujet d'un agenda de politiques de développement influencées par les bailleurs de fonds. En 2010 l'organisation a assuré la coordination d'une évaluation par des ONG norvégiennes sur le niveau de réalisation des objectifs et a exprimé la nécessité d'accroître le rôle de la société civile et de l'équité.

10. Ordre de Saint-Jean

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'Ordre de Saint-Jean englobe le groupe de l'hôpital ophtalmologique de Saint-Jean qui soigne les populations de Palestine et des territoires occupés de Palestine. Il a soigné un total de 362 731 patients, et pratiqué 15 845 opérations ophtalmologiques. L'ordre englobe également les hôpitaux et les cliniques à Jérusalem et à Hébron, en Israël, dans la ville de Gaza, et à Anabta en Cisjordanie, ainsi que des cliniques mobiles de proximité. Au total 98 200 patients ont été traités dans 14 cliniques ophtalmologiques en Afrique du Sud, 73 972 paires de lunettes ont été distribuées et 5 000 patients ont été dirigés vers des hôpitaux.

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé à la formation de 13 000 personnes à la préparation aux catastrophes et aux premiers secours dans sept pays des Caraïbes, en se concentrant sur le niveau des ménages ordinaires, financée par le Gouvernement allemand.

L'Ordre a également participé au développement et à la publication d'un nouveau manuel de premiers secours intitulé « *Caring for the Caribbean* », spécialement conçu pour la région des Caraïbes.

En 2009, l'organisation s'est associée avec des agences des Nations Unies qui s'occupent de la crise des personnes déplacées dans la Province du Nord, au Sri Lanka, en apportant un soutien ambulancier et des traitements médicaux. En outre, il a distribué des produits alimentaires pour une valeur de 6,5 millions de roupies aux personnes déplacées à Vavuniya, au Sri Lanka.

Participation à des réunions des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, un haut représentant de l'organisation a participé aux soixantième et soixante et unième Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui se sont tenues à New York en 2007 et 2008.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

La participation de l'organisation au cours de la période considérée dans le rapport a inclus :

- a) La prestation de soins ophtalmologiques avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à 9 858 patients, y compris 1 652 opérations;
- b) Des formations aux premiers secours au Sri Lanka avec le PNUD;
- c) La réalisation d'un programme pour une maternité sans risques en Papouasie-Nouvelle-Guinée avec le Fonds des Nations Unies pour la population et en partenariat avec l'OMS pour une assistance au service national du sang de Saint-Jean;
- d) L'affiliation en tant que membre de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et la réception du

financement de l'UNICEF pour deux conseillers en VIH pour les Centres de santé de Saint-Jean;

e) Le parrainage par l'UNICEF pour un programme de formation aux premiers secours dans les écoles pour 4 136 professeurs.

11. Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel

Statut consultatif général : 1995

Introduction

L'organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel est une ONG multiculturelle créée en 1961 et dont le siège se trouve à Tokyo. Pour assurer le bien-être des générations présentes et futures, elle vise à faire mieux comprendre à la population les systèmes écologiques de la Terre et de la biosphère dans son ensemble, dont dépendent les hommes et d'autres formes de vie. Au nombre de ses activités figurent des programmes d'apprentissage à partir de l'expérience pour faire prendre une plus grande conscience au public, la promotion de la production écologiquement durable de produits de base, et la formation aux fonctions écologiques.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2009 et 2010, à travers son réseau d'écoles en Afrique, en Asie et dans le Pacifique Sud, l'organisation a participé à des activités lancées par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, auxquelles ont participé en 2010 6 700 enfants d'écoles du Bangladesh, du Cambodge, d'Éthiopie, des Fidji, d'Indonésie, de Malaisie, de Mongolie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Philippines, du Sri Lanka et de Thaïlande.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2009, des représentants de l'organisation ont participé au treizième Congrès forestier mondial de la FAO, qui s'est tenu à Buenos Aires du 18 au 23 octobre. L'organisation a également organisé une manifestation parallèle officielle avec des ONG argentines et paraguayennes.

En 2010, des représentants de l'organisation ont participé à la dixième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique qui s'est tenue à Nagoya, au Japon, du 18 au 28 octobre. L'organisation a également organisé une manifestation parallèle officielle en collaboration avec une ONG de Malaisie.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Le 25 octobre 2010, l'organisation a signé un mémorandum d'accord avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique pour l'application de programmes et de projets relatifs à l'Initiative du grand Nagoya.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation se concentre sur le renforcement des capacités des jeunes hommes et femmes en tant qu'agents essentiels pour le développement communautaire durable. Il gère cinq centres de formation au Japon et 29 dans différents pays d'Asie et la région du Pacifique. Au cours de la période considérée dans le rapport, un total de 632 personnes a suivi une formation à long terme (un an) en développement des compétences et leadership au Japon. En moyenne, 1 000 personnes ont assisté chaque année à des programmes de formation s'appuyant sur des compétences nationales dans les 29 centres de formation.

L'organisation a fait des efforts permanents pour améliorer la prise de conscience de ses partisans et du grand public sur l'importance de ses activités pour la réalisation des objectifs.

12. Organisation des capitales et villes islamiques

Statut consultatif général : 1995

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Dans un effort pour mettre en œuvre de manière efficace et assurer le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information de l'Union internationale des télécommunications, l'organisation a :

a) Organisé son neuvième Symposium scientifique international sur les technologies de l'information et des communications, et l'impact des TIC sur le développement des services municipaux et l'E-Gouvernement, qui s'est tenu à Ankara du 18 au 20 juin 2007, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque islamique de développement et le Centre de recherches pour le développement international du Canada;

b) Organisé son dixième Symposium scientifique international sur le même thème, à Doha du 18 au 20 mai 2010, en collaboration avec l'UNESCO et la Banque islamique de développement.

Afin de diffuser des informations sur les événements et les activités de l'Organisation des Nations Unies et ses divers organismes, l'organisation a publié dans ses articles de revues semestrielles et autres supports, des informations sur les sujets suivants :

- Forum mondial sur la confiance dans l'État
- Soixantième, soixante et unième et soixante-deuxième Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales
- Treizième et quinzième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Plan d'action de Bali
- Vingt-troisième Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies

Participation à des réunions des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, un représentant de l'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Septième Forum mondial Réinventer l'État, intitulé « Inspirer confiance dans l'État », à Vienne, du 26 au 29 juin 2007.
- Soixantième Conférence intitulée « Les changements climatiques : nous sommes tous concernés » du Département de l'information/des organisations non gouvernementales, à New York en septembre 2007.
- Vingt-troisième Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, tenue à Genève (Suisse) du 5 au 7 décembre 2007, sur le thème suivant : « De la consultation au partenariat pour promouvoir les droits et une gouvernance responsable à tous les niveaux ».
- Sommet mondial des villes 2008, pour des villes viables et dynamiques, à Singapour du 23 au 25 juin 2008.
- Trente-cinquième, trente-septième et trente-huitième sessions du Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à Vienne du 2 au 4 décembre 2008.
- Quarante-huitième session de la Commission du développement social, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 3 au 12 février 2010.
- Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 20 au 22 septembre 2010.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation a été représentée à des symposiums scientifiques en collaboration avec l'UNESCO pour la mise en œuvre efficace des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information.

13. Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est (section thaïlandaise)

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Introduction

L'Association internationale des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est a été fondée il y a 83 ans par un groupe de femmes américaines à Hawaï (États-Unis d'Amérique), avec pour objectif d'améliorer les conditions de vie des femmes à la maison et au travail, et pour améliorer l'entente et l'amitié parmi les femmes de toute la région du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est.

L'Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est (section thaïlandaise) a été officiellement enregistrée le 20 octobre 1959.

Au cours des 52 dernières années, l'organisation a travaillé activement et efficacement à promouvoir des meilleures conditions de vie, d'éducation et de soins de santé pour les femmes, les adolescents et les jeunes enfants dans les zones urbaines et rurales. Elle assure également la promotion du développement pour les femmes dans les prisons afin qu'elles puissent mener des vies plus productives quand elles retournent à la société civile.

Les projets de l'organisation prévoient la formation des jeunes mères célibataires à mieux prendre soin de leurs bébés, à se préoccuper davantage de la protection de l'environnement, et de l'art et la culture. L'organisation a essaimé ses activités, ses idées et l'entente non seulement parmi les pays du Pacifique et du Sud-Est de l'Asie, mais aussi dans d'autres pays.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont :

- a) Renforcer les relations avec les femmes de la région du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est et promouvoir une bonne entente et des liens d'amitié;
- b) Développer la coopération avec les femmes dans la région afin d'étudier et d'améliorer les conditions sociales;
- c) Assurer la promotion des objectifs de l'Association internationale des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2007, l'organisation a été représentée aux réunions suivantes :

- Cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, sur le thème de l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des filles, à New York du 23 février au 3 mars.
- Soixante-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenue à Almaty du 17 au 23 mai, coïncidant avec la Journée internationale de la paix et la Journée internationale contre le changement climatique le 21 septembre.
- Événements organisés pour marquer la Journée internationale de la non-violence, à Bangkok le 2 octobre.

En 2008, l'organisation a été représentée dans les réunions suivantes :

- Forum mondial sur la lutte contre la traite des êtres humains, organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne, du 13 au 15 février.
- Cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme sur le thème du « Financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes », à New York, du 25 février au 7 mars.
- Une réunion de l'Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale, organisée par la Mission permanente de l'Autriche auprès des Nations Unies, à Vienne, le 16 janvier.

En 2009, l'organisation a été représentée dans les réunions suivantes :

- Cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme sur le thème suivant : « Le partage égal des responsabilités entre femmes et hommes, y compris les soins dispensés dans le contexte du VIH/sida », à New York, du 2 au 13 mars.
- Soixante-cinquième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, à Bangkok du 23 au 29 avril.

En 2010, l'organisation a été représentée dans les réunions suivantes :

- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme sur l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (1995) et sur les aboutissements de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (2000), à New York, du 1^{er} au 12 mars.
- Symposium sur la santé mondiale et les sexospécificités, à Vienne, du 8 au 10 avril.
- Dix-neuvième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à Vienne, du 17 au 21 mai.
- Dialogue informel interactif de l'Assemblée générale avec les ONG, les organisations de la société civile et le secteur privé, à New York, du 14 au 15 juin.
- Réunion sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et un nouvel horizon pour les détenues, à New York, le 6 octobre.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a travaillé en collaboration avec le centre de santé publique et le Centre de la fondation pour la protection des droits de l'enfant en organisant un atelier sur l'éducation sexuelle et le sexe sans risque, en se concentrant sur les jeunes adultes des deux sexes sélectionnés dans trois écoles primaires et secondaires du centre de Bangkok.

En 2010, l'organisation a pris part à un événement pour marquer la Journée internationale de la femme. Elle a également organisé des ateliers sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, destinés aux jeunes, aux femmes et aux personnes âgées dans leurs communautés respectives de la province d'Ayuthaya, en Thaïlande. Elle a coopéré avec le Département pour la sécurité humaine et la promotion sociale de la province d'Ayuthaya pour l'organisation d'un séminaire sur le développement de la personnalité des femmes leaders, auquel ont participé 200 femmes de tous les districts de la province et visant à améliorer les personnalités et les connaissances des dirigeantes.

14. Pathfinder International

Statut consultatif spécial octroyé en 2003

Buts et objectifs de l'organisation

Pathfinder International place les services de santé en matière de procréation au centre de toutes ses activités avec la conviction que les soins de santé ne sont pas

seulement un droit humain fondamental, mais aussi qu'ils sont essentiels pour l'élargissement des possibilités pour les femmes, les familles, les communautés et les nations, tout en ouvrant la voie à des transformations dans la bonne intendance de l'environnement, la diminution de la pression démographique, et les innovations en matière de réduction de la pauvreté. L'organisation fournit aux femmes, aux hommes et aux adolescents des services de santé de qualité, qui vont de la contraception et des soins maternels jusqu'à la prévention du VIH et aux soins et au traitement contre le sida. L'organisation vise à renforcer l'accès à la planification de la famille, assurer la disponibilité des services d'avortement médicalisé, et plaide pour des politiques de santé procréative solides et, à travers l'ensemble de ses activités, à améliorer les droits et la vie des gens qu'elle sert.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les principales activités de l'organisation mettent l'accent sur l'expansion des programmes de lutte contre le VIH/sida, la promotion de la santé maternelle et néonatale et la distribution d'informations sur la contraception, l'avortement et la santé en matière de sexualité et de procréation pour les adolescents et les jeunes dans les pays en développement. Ses activités visant à retarder l'âge du mariage et de la procréation, éviter les grossesses non désirées et prévenir les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida contribuent à : a) l'amélioration de la santé et des résultats scolaires, surtout pour les filles et les jeunes femmes; b) la croissance des individus en tant que des citoyens productifs et en bonne santé et à des perspectives accrues pour le progrès social et économique; c) la promotion de l'égalité entre les sexes, et d) la réduction de la pauvreté. Ces éléments sont essentiels pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2009, l'organisation a été représentée à la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement et à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme. En 2010, elle a été représentée à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, au cours de laquelle elle a organisé, en collaboration avec la Youth Health and Rights Coalition, une manifestation parallèle sur les droits de la santé en matière de sexualité et de procréation, dans le cadre des objectifs du Millénaire. Elle a également présenté des observations sur la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants du Secrétaire général lors de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Le projet de l'organisation visant à renforcer les capacités des ONG locales dans le nord de l'Ouganda a été financé par la Banque mondiale pour renforcer la capacité du secteur des ONG à jouer un rôle engagé dans le développement durable de la santé sexuelle et procréative des adolescents et des jeunes et pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste.

Le projet de l'organisation visant à fournir des soins continus au Nigéria a reçu un financement du Fonds des Nations Unies pour la population et vise la réduction de la mortalité maternelle en intégrant une approche globale pour prévenir et traiter

les hémorragies post-partum, tant au niveau de la communauté que des établissements.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a offert ses services à plus de 3,2 millions de personnes porteuses du VIH/sida, y compris des conseils en matière de prévention et de réduction de la stigmatisation, des services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique, des soins et du soutien aux orphelins et aux enfants vulnérables et aux personnes vivant avec le VIH/sida, des traitements antirétroviraux et des traitements pour empêcher la transmission de la mère à l'enfant. L'organisation a fourni à plus de 850 000 personnes des services de conseil et de dépistage, et des soins et des services de soutien à près de 118 000 personnes, dont plus de 50 000 orphelins et enfants vulnérables et 58 000 personnes vivant avec le VIH/sida.

15. Parti radical transnational

Statut consultatif général : 1995

Introduction

Le Parti radical transnational (TRP) est né de l'évolution d'une organisation politique internationale à caractère non violent, fondée en Italie en 1955. Le TRP est une organisation composée de membres ouverte à toute personne, indépendamment de son sexe, sa race ou ses orientations philosophiques et politiques. Les membres du Parti radical transnational sont des citoyens ordinaires ainsi que des élus des parlements et des gouvernements des différents pays, ayant des affiliations politiques différentes. Tous les membres acquittent une cotisation annuelle.

Buts et objectifs de l'organisation

Depuis qu'elle a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social en 1995, l'organisation a participé à plusieurs forums des Nations Unies et a axé ses activités connexes sur la promotion et la protection des droits civils et politiques, le soutien de toutes les actions bilatérales et multilatérales visant à promouvoir des réformes démocratiques dans le monde, le soutien des activités des tribunaux ad hoc et spéciaux et pour la création d'une Cour pénale internationale, le soutien de l'adoption par l'Assemblée générale d'un moratoire universel des exécutions capitales et pour l'interdiction des mutilations génitales féminines, le soutien à une réforme de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, le soutien de l'utilisation des technologies d'Internet dans le monde pour promouvoir les libertés civiles, la démocratie et la transparence, et le soutien de la liberté de la recherche scientifique et pour une conversion civile des dépenses militaires et les droits autochtones et linguistiques.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, l'une des principales campagnes internationales de l'organisation a pris fin après l'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution sur le moratoire

sur l'application de la peine de mort. L'organisation a travaillé avec l'ONG Hands Off Cain depuis 1993 à promouvoir la mobilisation internationale sur ce sujet. Le bureau de l'organisation à New York a collaboré étroitement avec plusieurs délégations gouvernementales sur l'élaboration, la présentation et le vote par l'Assemblée générale de la résolution, qui a finalement été adoptée en décembre 2007. Dans le même temps, des réunions bilatérales ont été organisées dans plus d'une douzaine de pays avec l'objectif de parvenir à un moratoire. Lors de sa soixante-cinquième session, l'Assemblée a adopté la résolution 65/206 sur un moratoire sur l'application de la peine de mort, avec un plus grand nombre de votes en faveur de l'adoption de la résolution.

Participation à des réunions des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a envoyé des délégations pour participer à des débats de haut niveau des sessions de fond du Conseil économique et social et de l'Instance permanente sur les questions autochtones, au cours desquels, en 2009, il a été cité comme un partenaire dans un projet lancé par la FAO, en collaboration avec l'ONG Esperanto Radikala Asocio. L'organisation a également envoyé des délégations pour assister aux quatrième, sixième, septième, onzième, treizième, quatorzième et quinzième sessions du Conseil des droits de l'homme, au cours desquelles des déclarations ont été faites sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que le droit des femmes, des enfants et des populations autochtones. L'organisation a également organisé des séances d'information pour les délégations, en collaboration avec d'autres ONG, ainsi que des rencontres avec la presse au Bureau des Nations Unies à Genève sur les questions des droits des peuples autochtones, de la liberté religieuse, de la liberté de la recherche scientifique et de la liberté d'expression sur Internet.

L'organisation a envoyé une délégation pour assister à la sixième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue du 30 novembre au 11 décembre 2009. Elle a également envoyé des délégations pour assister à la cinquantième session de la Commission des stupéfiants, qui s'est tenue du 12 au 16 mars 2007. Lors de cette session, des représentants ont participé à diverses manifestations parallèles sur la manière de traiter les toxicomanes, les peines de prison liées à la drogue, la réduction de l'approvisionnement en drogues et l'introduction de la production d'opium sous licence en Afghanistan pour produire des analgésiques pharmaceutiques. L'organisation a envoyé des délégations pour assister aux sessions du Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui se sont tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies en 2007, 2008, 2009 et 2010, au cours desquelles elles ont participé à plusieurs sessions. Elle a également envoyé une délégation pour assister à la soixante-seizième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, qui s'est tenue du 15 février au 12 mars 2010.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Après avoir axé ses travaux principalement sur la question de la peine de mort et la promotion d'une interdiction mondiale des mutilations génitales féminines, l'organisation n'a pas eu de coopération avec des organismes spécifiques des Nations Unies au cours de la période considérée dans le rapport.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a concentré ses activités sur le droit à la santé, à travers sa coopération avec l'ONG internationale N° Peace Without Justice, menant une campagne mondiale pour l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale visant à interdire les mutilations génitales féminines, une pratique qui touche encore des millions de femmes dans des dizaines de pays chaque année. À cet égard, l'organisation a organisé et participé à des initiatives tant de l'Organisation des Nations Unies, notamment un événement organisé à New York en 2010 avec quatre Premières Dames d'Afrique, ainsi que d'autres rassemblements publics en Europe et en Afrique pour sensibiliser la communauté internationale à cette question.
